

CONJONCTURE DES INDUSTRIES DES MÉTAUX

UIMM

LA FABRIQUE
DE L'AVENIR

À RETENIR

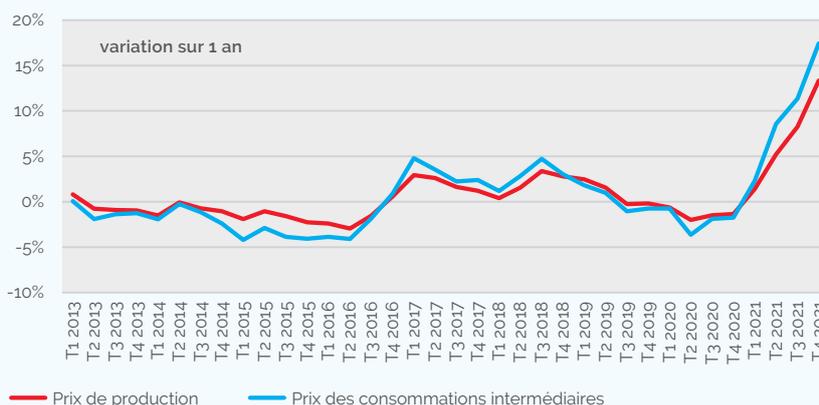
- ⑤ Les cours des matières premières ont quasiment rejoint leurs sommets antérieurs de 2008 et 2011.
- ⑤ En France, la production industrielle reste en retrait de 3,5 % par rapport à son niveau d'avant la crise sanitaire.
- ⑤ 8 000 créations nettes de postes ont été recensées au quatrième trimestre 2021 dans la métallurgie.

ACTIVITÉ

Le conflit militaire pourrait amputer la **croissance mondiale** de plus d'1 point de pourcentage et renchérir l'inflation de près de 2,5 points en année pleine, estime l'OCDE. Les simulations de Rexecode sont proches, l'institut anticipant désormais une hausse du PIB mondial de 3 % en moyenne annuelle 2022 (il avait retenu + 4,1 % en décembre dernier) et une avance des prix de détail en zone euro de 5,5 % (contre + 3,1 % pour la prévision antérieure). A ce stade, la récession n'est clairement pas envisagée, sauf bien sûr pour la Russie et l'Ukraine où l'activité pourrait plonger de respectivement 12 et 35 %. S'ils se sont un peu détendus ces derniers jours, les cours du gaz européen de référence TTF pour livraison en avril s'inscrivaient à 112 € par mégawattheure ce 24 mars (50 € à l'automne) et ceux du palladium dépassaient 2 500 \$ l'once (1 900 début janvier 2022). Ceux de l'aluminium sont franchement repartis à la hausse (3 660 \$ la tonne contre 2 900 début janvier), et, à environ 120 \$ par baril, les cours du Brent ne se situent plus très loin de leur pic du 8 mars (129 \$).

En **France**, les enquêtes de conjoncture menées au mois de mars portent clairement la trace de la situation géopolitique, en particulier dans l'industrie où l'indice du **climat des affaires** mesuré par l'Insee a cédé 6 points en un mois en raison de la vive dégradation du sous-indice mesurant les perspectives de court terme. Les difficultés d'approvisionnement ne peuvent que se renforcer, alors même qu'elles concernent plus de la moitié des entreprises depuis de nombreux mois. Selon les données de comptabilité nationale, la hausse sur un an des prix des intrants a atteint 17,5 % au dernier trimestre 2021 (+ 39 % pour l'énergie), mouvement partiellement répercuté dans les prix en sortie d'usine (+ 13,5 %), de sorte que le **taux de marge** se réduit, revenant vers 35 % de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (35,8 % entre 2012 et 2018). Malgré les risques d'attentisme, les prévisionnistes ne retiennent pas à l'heure actuelle de contraction des investissements productifs cette année.

Prix de sortie d'usine et prix des intrants dans l'industrie en France



Sidérurgie

Les sites de production sidérurgique sont particulièrement affectés par le renchérissement des coûts de l'énergie, leur consommation d'électricité et de gaz représentant 37 % de leur valeur ajoutée en France (chiffre Insee de 2017), c'est-à-dire le second secteur manufacturier exposé, entre celui de la pâte à papier (58 %) et celui des métaux non ferreux (32 %). De surcroît, les prix du minerai de fer se sont redressés ces dernières semaines et ceux du coke dès l'été 2021 (environ 70 % de l'acier fabriqué dans l'Hexagone provient de la filière fonte, selon A3M). La production d'**acier**, connue jusqu'en février 2022, est ressortie à 1,05 million de tonnes (cvs), contre 1,2 million par mois au printemps et à l'été 2021 (c'est aussi le niveau moyen observé jusqu'en 2019).

Biens d'équipement

L'activité mesurée dans les biens d'équipement en France est inférieure de 2 % à son niveau d'il y a deux ans, selon les statistiques mensuelles de l'Insee connues jusqu'en janvier 2022. Si celle enregistrée dans l'**informatique-électronique** s'inscrit en retrait de 6 %, celle pour les **biens d'équipement électriques** et **mécaniques** se situe à un niveau comparable.

Matériels de transport

Déjà intense, la pénurie de semi-conducteurs, qui avait particulièrement affecté l'**industrie automobile** l'an passé, risque de s'aggraver consécutivement au conflit. La Plateforme de l'automobile indiquait récemment que 30 à 40 % des matières premières utilisées pour les fabriquer provenaient de Russie/Ukraine ; par exemple, environ 40 % de la production mondiale de palladium est assurée par la première et la quasi-totalité du gaz néon par la seconde. Les risques sur les approvisionnements concernent de nombreuses autres matières premières : aluminium, nickel, cobalt, gomme synthétique, certains aciers, ferro-alliages, etc. En France, la production automobile est stabilisée depuis plusieurs mois et les immatriculations ont de nouveau reflué au début 2022 : 128 000 en février pour celles de véhicules particuliers, en regard de 149 000 par mois au premier trimestre 2021 (cvs).

Dans l'**aéronautique**, les risques sur les approvisionnements portent notamment sur le titane (utilisé dans de nombreuses parties d'avion), dont la Russie est de loin le premier producteur mondial. Par ailleurs, sur les 6,4 milliards d'€ d'exportations françaises de biens vers la Russie en 2021, 1,7 milliard relève du secteur aéronautique (soit 4,7 % des expéditions totales de produits du secteur aéronautique).

EMPLOI

Le nombre de **salariés de l'industrie** en France a de nouveau grimpé au quatrième trimestre 2021 : + 23 000 par rapport à la fin du troisième (y compris intérim). Dans la **métallurgie**, il a progressé de 8 000, résultat qui n'efface toutefois que très incomplètement la contraction intervenue au printemps 2020 : les effectifs y demeurent inférieurs de plus de 50 000 par rapport à la fin 2019, plus de la moitié provenant de pertes observées dans les matériels de transport. Le taux de recours à l'intérim dans la branche vient de repasser au-dessus de 8 % du stock de salariés et la durée des missions s'inscrit à près de quatre semaines (contre 2,3 dans l'industrie).

En décembre 2021, environ 65 000 salariés de la métallurgie étaient en situation d'**activité partielle**, selon les données de l'Unédic (les entreprises disposant d'un délai de six mois pour effectuer leur demande d'indemnisation, ce chiffre pourra être révisé à la hausse, et, exprimé en équivalents temps plein, ce dernier est ramené à 12 000). Parmi eux, 55 000 étaient en APLD, dont 35 % relèvent du secteur automobile, 29 % des produits métalliques et 16,5 % des autres matériels de transport que l'automobile.

